



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Mettre fin à la liberté capitaliste d'écraser la société

Après l'annonce de De Croo d'une baisse du revenu de 8% des ministres fédéraux, les gouvernements wallon et flamand se sont empressés d'emboîter le pas. La N-VA surrenchérit en annonçant des baisses des budgets des cabinets ministériels et des administrations. Et Paul Magnette, président du PS, appelle « tous les hauts salaires à faire un effort » en acceptant une baisse « pour envoyer un signal fort à la population ».

La démagogie de De Croo-Magnette retourne la haine de la population envers les politiciens contre les travailleurs eux-mêmes, en faisant de la baisse du revenu des ministres un argument pour imposer l'arrêt de l'indexation des hauts-salaires, ce qui ne peut que préparer d'autres attaques contre l'indexation des salaires en général.

Tout comme les mesures gouvernementales sur les prix de l'énergie, comme la baisse de la TVA à 6% et le chèque énergie, la taxe sur les « superprofits » n'est qu'un effet d'annonce de plus destiné à calmer la colère de la population.

Ces mesures n'empêchent en rien les capitalistes de l'énergie et les spéculateurs de s'enrichir avec la hausse des prix de l'énergie, poussant à la faillite des petits artisans, faisant peser une menace sur la viabilité des crèches, des maisons de repos et d'autres services publics, et menant une razzia sur les salaires des travailleurs.

L'accès à l'énergie est devenu un problème commun à tous les travailleurs, et nécessiterait une réaction d'ensemble. Les directions syndicales refusent cette mobilisation de grande ampleur. Elles ne proposent que des actions nationales espacées de plusieurs mois alors que les prix augmentent chaque semaine, chaque jour.

Elles appellent à une grève des cheminots pour le 5 octobre, puis des enseignants une semaine plus tard, au lieu de chercher à unir les forces des travailleurs. C'est volontaire. Au lieu d'organiser le front commun de tous les travailleurs, les directions syndicales font front commun avec les gouvernements pour tenter de freiner l'explosion de la colère.



La spéculation aggrave les effets d'une pénurie d'énergie pétrolière et électrique dont le capitalisme est responsable. Les géants de l'énergie ont distribué aux actionnaires les profits réalisés sur le dos de la population sans entretenir les centrales nucléaires ni investir suffisamment dans de nouvelles capacités de production. Au lieu d'être sanctionnés, ils sont récompensés par les hauts prix qu'ils imposent.

Mais cette pénurie et la hausse des

prix poussent les autres capitalistes à s'adapter en limitant leur production et en augmentant l'exploitation des ouvriers.

L'entreprise Yara à Tertre, met à l'arrêt sa production d'ammoniac destinée à la fabrication d'engrais agricoles. Dow Silicones à Seneffe planifie l'arrêt de 3 lignes de production pour décembre... tout en augmentant en octobre et novembre les cadences pour remplir ses stocks.

Cette politique se généralise dans de nombreux secteurs industriels et agricoles. Elle prépare les pénuries de demain et de nouvelles explosions des prix.

Les travailleurs sont, eux, confrontés à la fois à une accélération des cadences et aux périodes chômées qui grèvent les salaires. L'indexation des salaires se trouve de fait annulée pour de nombreux travailleurs par les périodes chômées ! Bien sûr, il faut revendiquer des hausses de salaires à la hauteur des prix.

Mais il faudra aussi que les travailleurs contestent la gestion des entreprises qui freinent leur production pour faire monter les prix.

Car les gouvernements ne feront rien pour s'opposer à la désorganisation de l'économie par la concurrence capitaliste et la course au profit maximum.

Après la crise bancaire de 2008, la crise de l'énergie qui fait plonger dans la précarité matérielle des

millions de travailleurs et de petits artisans, révèle une nouvelle fois l'irresponsabilité complète de la classe capitaliste. Elle amplifie les effets de l'inflation et des pénuries alimentaires qui poussent vers la famine des centaines de millions de personnes, du Brésil à l'Inde, en passant par l'Afrique.

Où est l'issue ? La classe ouvrière, ces « métiers essentiels » qui font tout fonctionner, a les compétences et les ressources nécessaires pour gérer de façon rationnelle l'économie et les entreprises selon les besoins de toute la population.

C'est le droit de propriété des capitalistes sur les capitaux, sur les entreprises, sur les moyens de produire, de se chauffer, de manger, qu'il faut supprimer. Une société communiste mondiale dirigée par l'ensemble des travailleurs n'est pas une utopie. Au contraire : elle est en retard sur les événements !

Baisser leurs revenus ou augmenter nos salaires ?!

La « sobriété » est le nouveau mot à la mode dans le monde. Au nom de ladite « sobriété », le premier ministre De Croo invite les ministres et députés à réduire leurs traitements de 8%... « pour donner l'exemple ». C'est ce qui trahit l'objectif réel : imposer des sacrifices aux classes laborieuses pour permettre à quelques gros actionnaires de s'enrichir davantage.

Les travailleurs ne vont pas se laisser tromper. Pour vivre, il faut prendre sur les profits accumulés sur notre dos depuis des années ! Et cela, aucun ministre ne peut ni ne veut le faire, même s'il ne gagnait que la moitié de son traitement d'aujourd'hui. Seules les luttes déterminées et conscientes de la classe ouvrière le permettront.

La peur pour ceux d'en face

Ce qui inspire cette proposition de sobriété « pour donner l'exemple » des ministres et députés, c'est la peur qui gagne ces politiciens qui prétendent diriger ce monde fou : toute une population dans l'incapacité de joindre les deux bouts, pour qu'Engie, Total et quelques autres augmentent leurs profits, cela peut vite devenir explosif.

Eh bien, préparons-nous pour que l'explosion à venir soit efficace et qu'elle ne balaie pas seulement les marionnettes, mais aussi le vrai pouvoir, celui des actionnaires propriétaires des grandes entreprises et des banques.

Taxer les surprofits : les actionnaires peuvent dormir tranquille

A peine la taxe des surprofits a-t-elle été décidée que déjà la presse nous prévient de toutes les « difficultés de sa mise en œuvre ». En bref, de l'annonce de la taxe à sa mise pratique, les grandes entreprises de l'énergie auront plein d'occasions pour faire pression et payer le moins possible.

Engie menace déjà l'Etat belge de revenir sur l'accord implicite de prolongation des centrales nucléaires car la taxe « nuirait à ses capacités d'investissement ».

Si les capitalistes peuvent tripler leurs prix et que rien n'est mis en place pour les en empêcher, c'est parce que les gouvernements travaillent au service de ces grands groupes.

C'est une illusion de compter sur ces gouvernements pour faire payer des surprofits.

Ils sèment la colère !

La seule boulangerie du village obligée de fermer devant les factures

d'énergie impayables, suivie du boucher et de la friperie ? C'est ce tableau qui se profile dans de nombreuses petites communes.

Une vie de travail dans l'impasse, les habitants obligés de faire des kilomètres pour se ravitailler, cela n'arrête pas les capitalistes spéculateurs qui ont maintes fois condamné des pays entiers à la famine.

Seulement l'humanité a besoin de boulangers, de bouchers, d'agriculteurs, et pas de richissimes actionnaires et spéculateurs. Alors la révolte éclatera et on finira par se débarrasser de ces parasites.

Bloquer le prix de l'énergie, une fausse bonne idée

Réclamer au gouvernement le blocage des prix de l'énergie ne fera pas nécessairement baisser son prix. Au contraire, cela peut pousser les grands groupes énergétiques à spéculer de plus belle et à pousser les prix vers le haut.

En Allemagne, le gouvernement a débloqué 200 milliards pour « soulager les consommateurs ». C'est L'Etat qui paie la différence entre le prix payé par le consommateur et celui fixé par le fournisseur d'énergie. Les entreprises, elles, restent libres de fixer les prix comme elles l'entendent.

Mais où le gouvernement va-il prendre l'argent ?

Pas sur les profits des grandes entreprises, ni en renonçant aux dépenses militaires faramineuses, mais comme toujours en coupant dans les budgets sociaux et les services utiles à la population... si la majorité de la population accepte !



Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Un coût insupportable

Le coût de l'énergie prend à la gorge les maisons de repos, les hôpitaux, les crèches, bref tous les endroits où les économies sur le chauffage moyennant la baisse du thermostat de quelques degrés sont indispensables.

Au home J. Mertens du CPAS de Binche, la facture va plus que doubler en 2023. Dans les homes de l'ISPPC de Charleroi, la facture énergétique a été multipliée par 4, passant de 450 000 euros à 1 800 000 euros. A l'hôpital de la Citadelle à Liège, la facture est passée de 3 à 5 millions entre 2021 et 2022, mais elle serait de 15 millions en 2023 !

Si on nous rassure en nous disant que l'on ne rognera pas sur les soins et qu'il n'est pas question dans les homes publics de mettre la clef sous le paillason, les effets sont déjà là avec l'augmentation du tarif des maisons de repos de l'ISPPC de 9%.

La direction dénonce l'indexation des salaires du personnel alors qu'elle n'est due qu'à l'augmentation générale des prix ! En fait, c'est toute la société que les trusts de l'énergie prennent à la gorge avec leur soif de profit.

Feluy : pont bloqué, discussions ouvertes



Sur le pont qui mène au site de Total à Feluy, se retrouvent des activistes du climat venus de Flandre, d'anciens délégués syndicaux devenus Gilets jaunes, des mères de La Louvière. « Vous allez rester là cette nuit ? Et comment ! » répondent-elles en chœur avec leurs enfants.

Ce qui les réunit, c'est le sentiment d'urgence face à la crise : il faut agir. La bonne organisation rassure. Le mot d'ordre est d'éviter la

confrontation avec la police pour que l'action dure. Et l'intelligence collective résout les problèmes. La police refuse-t-elle de laisser passer la voiture de ravitaillement des manifestants ? Une chaîne humaine se met en place au-dessus du pont. Les gobelets des soupes, des paquets de pains passent de main en main jusqu'à ce que tous soient rassasiés et réchauffés.

Les manifestants sont fiers de leur action et de leur organisation. Cela fait des semaines qu'ils se préparent. Samedi matin aux premières heures, des cars les ont débarqués à quelques kilomètres de leur objectif. Ils ont progressé à travers champs en colonne et regroupé par groupes de 6, transportant le matériel nécessaire au barrage et au bivouac qui doit durer le plus longtemps possible.

Entre ces manifestants aux expériences et aux origines différentes, on est loin d'être d'accord, alors on discute et c'est très bien. « L'écologie ? » s'exclame un ouvrier : « on est pour ! Mais on est contre les écologistes qui se moquent des problèmes des travailleurs ». De fait, les activistes de Code rouge n'ont aucune envie d'assumer la politique des ministres écologistes... pas plus du reste, que les travailleurs présents ne défendent les ministres socialistes ou les directions syndicales.

Ces actions ne peuvent faire plier les capitalistes de l'énergie. Bien sûr. Mais si les occasions d'apprendre à s'organiser et à discuter se multiplient, cela pourrait être une préparation aux luttes d'ensembles nécessaires pour changer les rapports de force.

Grèves chez TotalEnergies

Depuis le 27 septembre, les travailleurs de TotalEnergies sont en grève massive en France. Parmi les 6 raffineries du pays, 3 sont actuellement bloquées et aucune goutte de pétrole n'en sort. Les milliers de travailleurs de l'entreprise ainsi que ceux de la sous-traitance demandent une augmentation de salaire de 10%, 7% pour l'inflation et 3% pour le partage des richesses, ce qui n'est pas énorme

comparé aux 2,62 milliards d'euros que vont se partager les actionnaires pour la seule année 2022 !

Le gouvernement français et la direction de Total tentent de limiter les impacts de la grève, notamment via l'importation de carburant depuis la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, ce qui coûtera encore plus cher aux travailleurs qui iront à la pompe.

Malgré la pression du gouvernement, les grévistes ont voté la reconduction de la grève.

Pour le renversement de cette société

Les travailleurs en grève qui bloquent depuis plus de 10 jours des raffineries et dépôts de carburants en France, ont bien plus de force que des manifestants extérieurs.

Et surtout les travailleurs peuvent proposer une alternative à cette société capitaliste qui nous mène dans le mur, en prenant le pouvoir dans leur entreprise, et collectivement le pouvoir économique et politique de l'ensemble de la société. Alors l'énergie pourra être produite et consommée au mieux des intérêts de toute la population mondiale et du respect de la planète.

Dow Silicones, Seneffe

L'entreprise Dow Silicones de Seneffe a annoncé qu'elle allait fermer trois unités de production, chacune pour plusieurs semaines, en raison du coût de l'énergie.

La direction affirme qu'elle ne mettra pas les travailleurs au chômage, mais reste évasive sur ce qu'il adviendra d'eux durant la fermeture. En tout cas, avant cette fermeture, elle compte bien produire un « rendement plus élevé » comme le révélait une note de son sous-traitant DSV, en d'autres mots augmenter l'exploitation.

Alors affirmer comme elle le fait qu'il n'y aura pas d'impact, c'est évidemment un mensonge.

Le racket du pétrole

L'OPEP+ (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) vient de décider de baisser sa production de deux millions de barils par jour.

Les grands groupes pétroliers se frottent les mains : en produisant moins, ils comptent que le cours du pétrole augmente encore, et que les profits explosent.

Le racket des multinationales du secteur pétrolier (Shell, Total, Exxon Mobil, etc.) sur les populations depuis des décennies va encore s'aggraver. Et ce racket peut encore s'amplifier, sa seule limite, c'est celle que la classe ouvrière imposera.

Grève du rail réussie



Mercredi 5 octobre, seul un train sur quatre roulait. Les travailleurs de la SNCB ont massivement suivi l'appel à la grève des syndicats pour réclamer plus de moyens et plus de personnel.

Le gouvernement parle d'augmenter l'offre des trains. Mais depuis 2020, le nombre de cheminots a encore diminué de 1 500 personnes et 15% des trains supprimés le sont par manque de personnel !

Sur le piquet de grève devant un atelier, les grévistes dénonçaient comment une équipe de nuit a été imposée récemment aux techniciens pour "plus de rentabilité". Ils témoignaient des nombreux problèmes du quotidien dus au sous-investissement chronique, menant parfois à des situations dangereuses. Cela va jusqu'à devoir réparer certains outils avant de pouvoir les utiliser pour le travail !

On partageait le constat qu'à la SNCB, comme dans les hôpitaux, les écoles etc., les conditions de travail se dégradent. Les décisions venues d'en haut répondent à la logique du profit et non aux besoins d'un service fonctionnant pour le bien de tous.

Pour un vrai service au public, il faudrait que les décisions soient prises par les travailleurs eux-mêmes, car c'est eux qui savent le mieux ce qu'il faut faire pour que ça fonctionne bien !

L'épine dorsale... des cheminots

Le ministre de la mobilité, Georges Gilkinet, veut faire de la SNCB « l'épine dorsale de la mobilité ». Voilà pour la « com ».

Mais du côté de la SNCB, on envisage plutôt une augmentation des prix de près de 10%, notamment pour faire face à la facture d'électricité qui a plus que triplé, tandis qu'Infrabel réfléchit à supprimer 20% des lignes, faute de personnel et de moyens.

Le besoin de chemins de fer efficaces est plus que jamais nécessaire. Mais ce n'est pas le blabla qui fait rouler les trains, ce sont les travailleurs. Ils doivent pouvoir faire leur travail correctement, en étant correctement payés, ce qui loin d'être le cas aujourd'hui !

Les travailleurs, chair à canons de la guerre entre capitalistes !

Les nouvelles sanctions économiques décidées par la Commission européenne contre la Russie risquent de priver les sites de NMLK de Clabecq et La Louvière des brames d'acier à bas coût importées depuis la Russie.

Le gouvernement belge s'est abstenu de voter ces dernières sanctions, car, comme l'explique Alexander De Croo, « À partir du moment où le coût économique des sanctions devient plus élevé, cela devient difficile d'être solidaire. »

Quels hypocrites ! Toutes les sanc-

tions économiques coûtent surtout aux travailleurs, en Russie comme en Europe !

Mais le problème des dirigeants capitalistes, c'est de mettre la Russie à genoux, quel qu'en soit le prix pour les populations ukrainiennes, russes et européennes.

Le gouvernement wallon espère obtenir le soutien de l'Europe pour financer des importations de brames d'acier depuis d'autres pays, mais ArcelorMittal, concurrent de NMLK, tente de s'y opposer.

A la guerre entre l'Ukraine et la Russie s'ajoute la concurrence entre capitalistes.

La fortune de Pierre Salik

Pierre Salik, homme d'affaires carolorégien installé à Monaco, a vendu une de ses propriétés, une villa de 12 chambres et 12 salles de bain à Knokke, pour 14 millions d'euros. Pas parce qu'il était devenu difficile de chauffer ses 1 493 m², mais pour rembourser des dettes fiscales.

Comme Albert Frère, Pierre Salik s'est enrichi grâce à l'argent public dépensé par les gouvernements pour la « reconversion de la Wallonie » et en particulier du Borinage à la suite de la fermeture des charbonnages. En 1966, il installe une usine de jeans à Quaregnon... qui durera à peine plus de 10 ans, et connaîtra moult restructurations et faillites, pour fermer définitivement en 1978. Dans le Borinage, beaucoup se souviennent de cette entreprise car les ouvrières occuperont l'usine nuit et jour pendant 9 mois.

Pierre Salik, malgré ses déboires judiciaires, reste, quant à lui, à la tête d'une fortune considérable. Comme tous les capitalistes, le vent le porte là où cela rapporte. En 2010, il était un actionnaire important de l'entreprise d'énergie éolienne Theolia et aujourd'hui de Cadogan Petroleum, une entreprise active dans l'exploration gazière et pétrolière en Italie et en Ukraine.

Voilà une des fortunes qu'il faudra exproprier pour que la société aille mieux !

Budget flamand : Noël pour les patrons

Les politiciens au nord comme au sud du pays ont présenté leurs paquets de mesures pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie.

Le ministre-président flamand Jan Jambon a promis 1,25 milliards de subventions, de prêts et de garanties pour les entreprises.

Par contre, malgré les gesticulations des politiciens du CD&V, la coalition NVA-VLD-CD&V a décidé que les allocations familiales ne seraient indexées que de 2% alors que l'inflation dépasse les 11%, atteignant son plus haut niveau depuis un demi-siècle.

Des cadeaux pour les patrons de la VOKA et des attaques sur les revenus des familles de travailleurs, on voit pour qui ces politiciens roulent...



Budget wallon : Noël aussi pour les patrons...

Même politique pour les gouvernements de la Région Wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Des centaines de millions sont promis aux entreprises à condition qu'elles n'octroient pas de dividendes à leurs actionnaires l'année où elles reçoivent l'aide de la Région Wallonne.

Quelle comédie cynique, les actionnaires multimillionnaires peuvent attendre l'année suivante pour empocher un double dividende.

C'est donc logique que l'association patronale, l'Union Wallonne des Entreprises, se soit déclarée satisfaite de ce budget.

Par contre, les aides proposées aux ménages, aux écoles et aux hôpitaux pour faire face à l'explosion des factures énergétiques sont tellement insuffisantes qu'elles ne trompent personne.

Comme leurs homologues flamands, les politiciens wallons comptent bien faire payer la crise aux travailleurs tout en engraisant les patrons. Tant qu'on les laisse faire !

Dans le capitalisme, ça ne coule pas de source

La Société wallonne des eaux a reçu le feu vert du gouvernement wallon pour augmenter ses prix de 6,5% en 2023.

Déjà en 2018, 2 000 ménages wallons vivaient avec un limiteur du débit d'eau, placé suite à des défauts de paiements. Il limite le débit à 100l/h au lieu de 300l/h, la consommation moyenne. Cela signifie dire adieu à sa machine à laver, laver moins sa vaisselle, tirer moins la chasse et prendre la douche sous un pauvre filet d'eau...

L'accès à l'eau potable est un besoin vital. Il devrait être garanti et gratuit pour tous. Mais dans cette société, la seule chose qui coule à flot, c'est le profit !

La Croix Rouge en manque de moyens



Les centres de la Croix Rouge en Belgique, qui soignent pourtant des milliers d'individus en soins d'urgence chaque année, ont annoncé le licenciement de 25 travailleurs, et menacent

de fermer plusieurs centres.

La raison ? Le manque de financements publics pour une organisation pourtant indispensable.

Les travailleurs et bénévoles de l'organisation se sont aussitôt mobilisés pour empêcher ces licenciements. Si la mobilisation a permis d'obtenir un moratoire sur la fermeture de plusieurs centres, rien ne sera réglé tant que la Croix Rouge n'obtiendra pas un budget suffisant.

Moins de soins pour tous, plus de profits pour quelques-uns, voilà le seul avenir que nous réserve le capitalisme.

Les CPAS au bord du gouffre

C'est ce qu'ont déclaré les travailleurs en charge de l'aide sociale à Bruxelles. Ceux-ci rendent un service indispensable à la population, en donnant accès à des aides financières, matérielles, psychologiques ou sociales, en facilitant l'accès au logement pour les personnes les plus vulnérables, etc.

Et pourtant les centres sont en manque d'effectifs et demandent une revalorisation des salaires et une augmentation des financements qui permettraient une prise en charge dans des meilleures conditions.

La situation est pareille partout en Belgique, et notamment à Courtrai où le personnel est entré en grève mercredi 5 octobre en déclarant que la situation de sous-effectifs ne lui laissait pas d'autres choix.

En délaissant les CPAS au profit des capitalistes à qui ils octroient des cadeaux immenses, les gouvernements ont choisi leur camp... Et ce n'est pas celui de la population !

Les multinationales imposent leurs règles

L'ONG Corporate Europe Observatory a annoncé la semaine passée que les sommes consacrées par les 50 plus grandes multinationales

capitalistes au lobbying des institutions européennes ont augmenté de 90 à 120 millions d'euros entre 2015 et 2022. Et les experts considèrent que ces montants sont largement sous-évalués.

Si des firmes comme Google, Microsoft, Bayer ou VW dépensent des sommes sans cesse plus importantes dans le lobbying, c'est pour renforcer leur emprise sur les gouvernements, les parlements et les institutions européennes de façon à pouvoir façonner les lois et les règlements qui les arrangent.

Ainsi il y a quelques années, le lobby de l'automobile a convaincu la Commission européenne que les constructeurs pouvaient vérifier eux-mêmes le degré de pollution de leurs véhicules... On a vu avec le Dieselgate, ce que cela a donné. Le lobby des banques avait lui obtenu une dérégulation qui a aggravé la crise financière de 2008 pour laquelle la facture de 1 600 milliards a été présentée aux contribuables de l'Union Européenne et qui prépare la suivante.

Ces jeux d'influence et de corruption montrent bien que ceux qui disposent du vrai pouvoir dans notre société, ce sont les grandes firmes capitalistes qui mettent les Etats et les gouvernements à leur service pour faire toujours plus de profit au détriment des populations laborieuses.

Prix Nobel de la Paix...

Le Prix Nobel de la Paix a été attribué cette année à un militant biélorusse pour la paix, une ONG ukrainienne et une russe. « Trois champions remarquables des droits humains, de la démocratie et de la coexistence pacifique dans les trois pays voisins » d'après le Comité Nobel. Tous les trois sont des opposants à la politique de l'Etat russe ou de son allié biélorusse.

Ces prix Nobel tombent bien à propos pour les Etats occidentaux, qui sont pacifistes... en inondant l'Ukraine d'armes.

Ces prix ne doivent pas masquer

que les pays impérialistes occidentaux sont les premiers responsables de la guerre en installant tout autour de la Russie des bases militaires de l'OTAN. Et s'il y a un prix qu'ils méritent, c'est celui de l'hypocrisie.

Iran : À bas le voile et l'oppression !



Voilà 3 semaines que Mahsa Amini a trouvé la mort sous les coups de la police des mœurs iranienne. La jeune femme de 22 ans avait été arrêtée le 13 septembre car une partie de ses cheveux apparaissait sous son voile.

Des milliers de personnes ont manifesté dans une dizaine de villes du pays. Des milliers ont été arrêtées et 133 tuées. Parmi elles, Nika Shakerami, 16 ans, retrouvée morte 10 jours après une manifestation contre le port du voile, et Sarina Ismailzadeh, tabassée par la police.

Afin de tenter de discréditer les manifestants, l'ayatollah Ali Khamenei a dit que « ces émeutes et l'insécurité sont l'œuvre des États-Unis et du régime sioniste ». Vendredi 7 octobre, les autorités iraniennes affirmaient que la mort de Mahsa est liée à une maladie et qu'elle n'était pas causée par la police. Elle était en pleine santé selon son père...

Le régime s'enlise dans ses mensonges pour tenter de tenir face à une révolte aussi puissante que celle de 2019 contre la hausse des prix et la misère.

Les manifestations de colère où des femmes brûlent leur voile se sont vite transformées en contestation du régime théocratique tenu d'une main de fer par les mollahs.

Dans les rues, femmes et hommes scandent les slogans : « À bas l'oppressur, qu'il soit shah ou Guide (suzprême) ! », « Mort à la République

islamique ! ».

Mais pour que le régime tombe, il faudra que les classes populaires se joignent à la révolte et la prennent en main !

Soutien aux Iraniennes et aux Iraniens qui se battent contre un pouvoir oppresseur et assassin !

Grande-Bretagne : la Première Ministre recule

Liz Truss, nouvelle Première Ministre de Grande-Bretagne depuis un mois, admiratrice de la très anti-ouvrière Margaret Thatcher, proposait un budget dans la même veine, avec une (nouvelle) baisse d'impôts pour les plus fortunés.

Cette fois, la bourgeoisie, à travers les agences de notation et le FMI, a fait comprendre à Truss qu'une telle baisse d'impôts en pleine crise risquait de faire exploser le mécontentement social, déstabiliser le pays, faire plonger la monnaie et augmenter le taux de la dette.

Après la vague de grèves qui a traversé le pays, la plus grande depuis des décennies, et qui se poursuit, le mécontentement peut exploser ! C'est ce que craint la bourgeoisie !

Vendredis de la Colère

Après La Louvière, Courtrai, Liège et Genk, le PTB appelle à se rassembler le vendredi 14 octobre à Bruxelles, Gand et Charleroi, et le vendredi 21 octobre à Namur, Sambreville, Anvers et dans le Brabant Flamand pour dénoncer les factures trop chères. Soyons nombreux à les rejoindre.

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !